



THE WESTIN
LIMA
HOTEL & CONVENTION CENTER

Nouvelles importantes pour les gens importants

www.dedicatedpress.com

Nombre

Mercredi Juillet 01, 2026

Internationales

La conservatrice Keiko Fujimori, proclamée gagnante de la présidentielle au Pérou, s'est engagée à rétablir «l'ordre et l'espoir», une élection qui marque une nouvelle... **P.2**

Finances

Un exercice d'équilibriste: l'Union européenne va doubler à partir de mercredi ses droits de douane sur les importations d'acier pour protéger ses producteurs contre des... **P.3**

Sport

L'équipe de France, encore portée par son magnifique duo Mbappé-Olise, ne s'est pas laissée piéger par la Suède et a livré une nouvelle démonstration offensive pour obtenir... **P.5**

Lima

Nuages dispersés

Lever du soleil: 05:39 AM

Coucher de soleil: 06:05 PM

Humidité: 71%

17-29 C

■ Objectif: débattre de «la stratégie du PS pour la présidentielle»

Dernières manœuvres au PS et chez Les Écologistes pour sortir de l'impasse

Bloqués dans leur stratégie pour la présidentielle, le patron des socialistes, Olivier Faure, et la cheffe des Écologistes, Marine Tondelier, qui défendent une primaire de la gauche de plus en plus hypothétique, réunissent leurs plus hautes instances mardi dans l'espoir d'une sortie de crise avant l'été.

Au PS, qui n'a toujours pas choisi de candidat et est plus divisé que jamais, un Conseil national, sorte de parlement du parti, est convoqué dans la soirée.

Objectif: débattre de «la stratégie du PS pour la présidentielle» et trancher la question qui sera soumise au vote des militants le 9 juillet concernant le processus de désignation du candidat.

Deux visions s'affrontent. D'un côté, les partisans, à l'instar d'Olivier Faure, d'une primaire avec Les Écologistes pour désigner un candidat unique de la gauche hors LFI; de l'autre, ses opposants internes incluant le premier d'entre eux, le chef des députés Boris Vallaud, qui défendent l'idée d'un consensus pour choisir «le candidat le mieux placé».

Pour certains, ce pourrait être le leader de Place publique, Raphaël Glucksmann, crédité autour de 13% des intentions de vote. L'eurodéputé, pas encore officiellement candidat, refuse de participer à une primaire, comptant sur les sondages pour s'imposer comme le vote utile à gauche.

D'autres n'excluent pas la candidature de l'ancien président, François Hollande.

Pour tenter de faire converger tout le monde, Olivier Faure avait proposé une première désignation, au sein de l'espace socialiste et social-démocrate, d'un candidat qui participerait ensuite à une primaire élargie avec Les Écologistes et le reste de la gauche non-mélenchoniste.

Face au refus de ses opposants, il propose toujours une première sélection entre PS et Place publique, mais la participation à la deuxième primaire serait au bon vouloir du vainqueur.

Une telle proposition laisserait entrevoir la candidature probable d'Olivier Faure. Elle s'ajouterait aux candidatures officielles du député Jérôme Guedj, du maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane et, dernière en date, du député Philippe Brun.

Mais il n'est pas certain que le Conseil national parvienne à un accord, et l'hypothèse de deux propositions, issues de chaque camp, tient la corde.

«Il y a un accord sur l'idée qu'il faut un départage démocratique» du camp social-démocrate, mais «sur des bases qui n'ont pas fait consensus», a expliqué Olivier Faure.



(ARCHIVES) Olivier Faure (Photo AFP)

Un vote à 20 euros?

Subsiste notamment une divergence sur le corps électoral.

Olivier Faure va proposer une contribution au vote de 2 euros. Ses opposants autour de 20 ou 30 euros, par «crainte d'une infiltration des insoumis».

«Ca dit quelque chose de nous de vouloir faire payer 20-30-40 euros», se désole Olivier Faure.

«On peut refaire un truc en huis clos, où personne ne s'approprie cette candidature. On l'a déjà fait, ça a donné Anne Hidalgo», candidate socialiste à la dernière présidentielle,

avec un score de 1,7% des voix. Il argue qu'une primaire ouverte donne «un élan populaire».

«Le sujet, ce n'est pas le montant de cotisation. Le débat, c'est +une primaire ouverte+ contre +un vote des militants+», rétorque le camp de Boris Vallaud.

Autant de tergiversations qui exaspèrent les partisans de la primaire.

«Nous ne soutiendrons pas un choix et une candidature qui ne seraient pas issus d'un processus de primaire», ont écrit dans un courrier adressés aux socialistes les unitaires de gauche (Les Écologistes, L'Après, Debout et Génération.s).

«Avant de partir en vacances, il y aura un projet et une méthode», promet Olivier Faure. «Mais il restera la question pendante: comment on rassemble l'espace socialiste et Les Écologistes».

Car un processus qui laisserait au vainqueur le choix de participer ou non ensuite à une primaire ne convient pas à Marine Tondelier.

«On ne va pas attendre le 30 septembre», tempête la patronne des Écologistes, candidate à ce processus de départage.

Elle a donc lancé une consultation de ses propres militants, du 1er au 6 juillet, pour acter en cas d'échec de primaire que la campagne des Écologistes se poursuivra autour de sa candidature.

De quoi faire bondir ses opposants internes, qui réclament de pouvoir discuter de toutes les alternatives possibles, y compris celle de ne pas avoir de candidat autonome et de se ranger derrière une autre personnalité de gauche.

Certains sont plus enclins, comme le sénateur Yannick Jadot, à choisir Raphaël Glucksmann. D'autres, à l'instar de Sandrine Rousseau, plaident pour rejoindre Jean-Luc Mélenchon, qui leur a déjà tendu la main.

Les opposants à Marine Tondelier ont obtenu la tenue, mardi également, d'un Conseil fédéral extraordinaire, où ils espèrent pouvoir reformuler ce qui sera proposé aux militants.



TEA TIME

Enjoy the most
exquisite tea time.

s/ 89
adults

s/ 45
children*



5:00 p.m. - 8:00 p.m.
Monday to Thursday
(à la carte)

Friday
(buffet)

Info & bookings:

947 145 012 / 201 5022

market770@westinlima.com

*Children from 5 to 11 years old.

■ Cette élection est censée ramener la stabilité politique dans le pays andin

Le Pérou repasse à droite avec Keiko Fujimori, proclamée gagnante de la présidentielle

La conservatrice Keiko Fujimori, proclamée gagnante de la présidentielle au Pérou, s'est engagée à rétablir «l'ordre et l'espoir», une élection qui marque une nouvelle victoire pour la droite en Amérique latine.

Mme Fujimori, 51 ans, est créditée de 50,13% des voix, contre 49,86% à son rival de gauche Roberto Sanchez, selon les résultats définitifs du second tour publiés sur le site internet de l'Office national des processus électoraux (ONPE).

«Les portes du dialogue resteront toujours ouvertes à Roberto Sánchez, ainsi qu'à tous les autres dirigeants politiques des différents groupes parlementaires représentés au Congrès et aux responsables politiques qui ont également pris part à cette élection», a déclaré Mme Fujimori à la presse, après la proclamation lundi des résultats, après plus de trois semaines de suspense.

«Nous nous rapprochons de plus en plus du moment où nous pourrions nous engager sur la voie de l'ordre et de l'espoir pour tous les Péruviens», a-t-elle également déclaré sur X.

Cette élection est censée ramener la stabilité politique dans le pays andin, où huit présidents se sont succédés depuis 2016, sur fond de crises



(ARCHIVES) Keiko Fujimori (Photo AFP)

institutionnelles à répétition. Elle s'est conclue cependant sur un écart de seulement 50.000 voix entre Mme Fujimori et son rival de gauche.

«Bonnes propositions»

Il s'agit de l'un scrutins les plus serrés de l'histoire récente en Amérique latine. Dix-huit millions de Péruviens étaient appelés aux urnes lors de ce vote obligatoire. La victoire de Keiko Fujimori marque le retour du

fujimorisme au pouvoir, plus de deux décennies après la fin de règne de son père Alberto Fujimori (1990-2000), qui a gouverné le pays d'une main de fer avant de tomber en disgrâce, condamné pour corruption et crimes contre l'humanité.

«Elle va bien gouverner parce qu'elle a de bonnes propositions et qu'elle a la volonté de faire quelque chose pour le Pérou», a estimé à l'AFP Jenny Martinez, commerçante de 40 ans dans un quartier populaire au nord de Lima.

Mme Fujimori a promis de «sévér» contre les extorsions et les assassinats commandités, alors que l'insécurité constitue l'autre grande préoccupation des électeurs : près de 70% des Péruviens espèrent que la lutte contre la criminalité sera la priorité du futur président, selon un récent sondage.

Le pays a «un besoin urgent» de «résultats à très court terme», concède à l'AFP Ricardo Valdés, directeur de l'Observatoire du crime et de la violence. Mais «cela va s'avérer très complexe car ces mesures nécessitent du temps».

Roberto Sanchez, 57 ans, héritier politique de l'ex-chef de l'État Pedro Castillo, a laissé entendre qu'il ne reconnaît pas le résultat

et réclame l'annulation des votes des Péruviens à l'étranger, dénonçant des irrégularités.

Il a pris la tête samedi, pour le second week-end consécutif, d'une marche de centaines de sympathisants à Lima dénonçant «une grave atteinte au processus électoral».

«Nous allons saisir des instances internationales pour que la volonté du peuple soit reconnue», a-t-il lancé à la foule depuis un balcon avant le début de la mobilisation.

L'élection de Mme Fujimori fait basculer un nouveau pays dans le camp conservateur en Amérique latine, où la majorité des palais présidentiels sont désormais occupés par une nouvelle génération de dirigeants de droite, aux discours musclés ou atypiques.

«Je félicite la présidente élue du Pérou, Keiko Fujimori, pour la confiance que le peuple péruvien lui a accordée dans les urnes et pour cette nouvelle étape qui s'ouvre pour ce pays frère !», a déclaré sur X le président de centre-droit bolivien, Rodrigo Paz.

La passation de pouvoir avec le président par intérim, José María Balcázar, est prévue le 28 juillet pour un mandat de cinq ans.

■ Tourisme

Les Émirats lèvent l'interdiction de voyager vers le Liban

Les Émirats arabes unis ont annoncé que leurs ressortissants pouvaient à nouveau voyager vers le Liban à partir de lundi, levant une interdiction mise en place en raison de la guerre au Moyen-Orient.

Répercuté par l'agence officielle WAM, ce feu vert donné par le ministère des Affaires étrangères s'accompagne, pour les Émirats qui voudraient se rendre au Liban, d'une inscription obligatoire sur la plateforme des services consulaires de leur pays.

Les Émirats avaient interdit en avril à leurs ressortissants d'aller au Liban, ainsi qu'en Irak et en Iran, en pleine guerre au Moyen-Orient. La République islamique avait mené des frappes contre la pétromonarchie, alliée des États-Unis, en représailles à l'attaque israélo-américaine contre elle déclenchée le 28 février.

Le Premier ministre libanais Nawaf Salam a salué lundi soir cette décision, qui démontre selon lui «la confiance renouvelée des Émirats arabes unis» envers son pays, dans un message sur X.

La télévision d'État émiratie et d'autres médias ont par ailleurs annoncé lundi que des vols avaient repris lundi entre Téhéran et Dubaï, pour la première fois depuis le début de la guerre. L'interdiction faite aux Émiratis de se rendre en Iran n'a toutefois pas été levée.

■ États-Unis

Un député explique son absence mystérieuse au Congrès

Le député républicain Tom Kean a effectué son retour au Congrès américain mardi après son absence mystérieuse depuis début mars qu'il a justifiée par un diagnostic de dépression et une longue hospitalisation.

«Parler de moi-même ne m'est jamais venu naturellement, mais j'estime que je dois une explication aux habitants de la septième circonscription du New Jersey, à mes collègues dans cette chambre, et aux Américains pour mon absence depuis plusieurs mois», a déclaré l' élu lors d'un discours dans l'hémicycle de la Chambre des représentants.

«En raison d'inquiétudes de santé, je suis entré à l'hôpital pour quelques tests. Je ne pensais pas que cela aboutirait à un séjour de longue durée. On m'a donné un diagnostic de dépression», a ajouté Tom Kean.

Depuis le 5 mars, le député a manqué l'ensemble des votes à la Chambre et n'avait jusque-là donné aucune explication à son absence. «Je suis reconnaissant du fait d'avoir accepté de l'aide, car aujourd'hui je me tiens devant vous en meilleure santé, plus fort, et en ayant hâte de retourner à ce travail que j'aime», a affirmé Tom Kean.

Son siège dans le New Jersey, État de la côte nord-est des États-Unis, sera l'un des plus disputés lors des élections de mi-mandat en novembre, qui décideront si les républicains gardent la majorité au Congrès et donc de la suite du mandat de Donald Trump.

■ Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean)

Le Birmanie rejette la demande de rencontrer Aung San Suu Kyi

La Birmanie a rejeté la demande de l'envoyée spéciale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) qui souhaitait rencontrer l'ex-dirigeante Aung San Suu Kyi, 81 ans, toujours privée de liberté, a déclaré mardi une porte-parole de la présidence.

«Aung San Suu Kyi a été poursuivie en justice et purge actuellement des peines» et «n'est donc pas autorisée à rencontrer des représentants internationaux», comme l'envoyée spéciale de l'Asean, Theresa Lazo, a déclaré aux journalistes à Naypyidaw la porte-parole de la présidence, Khaing Khaing Soe.

Sollicité, le ministère des Affaires étrangères des Philippines, qui assurent actuellement la présidence de l'organisation, n'a pas immédiatement répondu. En avril, l'ex-chef de la junte Min Aung Hlaing, devenu président après des élections controversées, a annoncé que le prix Nobel de la paix, détenue, serait désormais assignée

à résidence. Aung San Suu Kyi a été condamnée à plus de 30 ans de prison pour des chefs d'accusation allant de la corruption à la violation des réglementations liées au Covid-19. Une grâce accordée en 2023 pour certains des crimes retenus contre elle a abouti à réduire sa peine à 27 ans.

Le 19 juin, l'envoyée spéciale de l'ONU pour la Birmanie avait plaidé pour sa libération immédiate.

La Birmanie est en proie à la guerre civile depuis le coup d'État de l'armée, en 2021, qui a mis fin à une parenthèse démocratique de dix ans et renversé le gouvernement élu d'Aung San Suu Kyi.

L'Asean a exclu le pays depuis ce coup d'État, mais les Philippines ont salué le transfert de Aung San Suu Kyi, demandant un «bref accès» pour leur envoyée spéciale.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Asean doivent se réunir à Manille à la fin du mois prochain.

Barbeshop

BEARD CUT \$/49

REGULAR CUT \$/70

STYLING \$/55

Monday to Saturday

11:00 a.m. - 8:00 p.m.



■ Les droits de douane européens sur l'acier vont être portés à 50%

L'UE va protéger ses producteurs d'acier, tout en soignant ses partenaires

Un exercice d'équilibriste: l'Union européenne va doubler à partir de mercredi ses droits de douane sur les importations d'acier pour protéger ses producteurs contre des pratiques jugées déloyales de la Chine, tout en accordant un traitement de faveur à ses partenaires commerciaux privilégiés, comme le Royaume-Uni.

Comme l'avait proposé Bruxelles l'an dernier, les droits de douane européens sur l'acier vont être portés à 50%.

Parallèlement, les quotas d'aciers importés dans l'UE sans droits de douane seront réduits de près de moitié (47%), chutant à 18,3 millions de tonnes par an.

«Demain est un jour historique» pour les sidérurgistes, s'est félicité auprès de l'AFP Axel Eggert, le directeur général de l'organisation professionnelle Eurofer, rappelant que la production européenne d'acier avait chuté de 30 millions de tonnes en 7 ans.

Elle est ainsi tombée à 125,8 millions de tonnes l'an dernier, un plus bas historique, très loin derrière la Chine (960 millions).

Le nouveau dispositif de protection adopté par l'UE va permettre d'arrêter cette hémorragie, au moins à court terme. «Ces mesures vont préserver jusqu'à 15 millions de tonnes de capacité de production d'acier en

Europe, et nous allons pouvoir sauver plus de 200.000 emplois, directs et indirects», souligne M. Eggert.

Il y avait péril en la demeure, rappelle-t-il: les industriels européens, incapables de rivaliser en termes de prix face à des concurrents chinois massivement subventionnés, «auraient été rayés de la carte» sans ce plan de sauvetage de l'UE.

Tensions avec les partenaires

«Cela aurait été impensable il y a encore cinq ans», note-t-il, saluant le soutien quasi-unanime des 27 pays de l'UE et des eurodéputés à ces mesures sans précédent.

Même s'il va pouvoir se replumer, le secteur est cependant loin d'être tiré de l'ornière, préviennent les industriels: ils se débattent toujours avec des coûts élevés, liés en partie aux taxes environnementales de l'UE, et une demande affaiblie, pendant qu'ils doivent effectuer une décarbonation à marche forcée.

Tout en défendant ses producteurs, l'UE a veillé à préserver ses relations avec ses partenaires commerciaux les plus proches, dont le Royaume-Uni, la Suisse ou la Turquie, avec qui le processus d'allocation des quotas avait généré des tensions ces derniers mois. Elle va leur réserver la moitié des nouveaux

quotas d'acier détaxés, et l'autre moitié sera accessible à l'ensemble des pays exportateurs, quel que soit leur statut, y compris ces mêmes pays partenaires, qui devraient donc se tailler la part du lion, principalement au détriment de la Chine.

Ce dispositif, annoncé par Bruxelles en octobre, vise à sauver les industriels européens, profondément déstabilisés depuis des années par les surcapacités de production de leurs concurrents chinois massivement subventionnés.

L'UE assure avoir mis en place ce système dans le plein respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour éviter des litiges.

Elle continue par ailleurs de discuter avec les États-Unis —qui taxent depuis l'an dernier l'acier européen à 50% et ont en plus imposé des surtaxes douanières sur des centaines de produits qui en contiennent—, dans l'espoir de parvenir à une trêve avec Washington, et s'épauler face à la concurrence chinoise.

«Nous ne craignons pas de représailles des États-Unis», a estimé mardi un responsable européen, soulignant que «l'Europe agit exactement comme le font les États-Unis, face à un problème mondial».

■ Le nombre de personnes sans emploi a toutefois augmenté de 22.000 personnes

Allemagne: le chômage reste élevé en juin en l'absence d'impulsion économique

Le taux de chômage en Allemagne est resté stable à 6,3% en juin, signe de l'absence prolongée d'une reprise printanière sur le marché du travail, selon des chiffres officiels publiés mardi.

En données brutes, moins représentatives d'une tendance de fond mais qui servent de référence dans le débat public, le nombre de chômeurs s'est établi à 2,94 millions de personnes, en baisse de près de 15.000

sur un mois, selon l'Agence fédérale pour l'emploi.

Sur un an, le nombre de personnes sans emploi a toutefois augmenté de 22.000 personnes.

«Le marché du travail est plat comme une planche. Je l'avais dit à l'automne dernier, et cela reste malheureusement vrai aujourd'hui, à l'entrée de l'été 2026», a déclaré la directrice de l'Agence fédérale pour

l'emploi, Andrea Nahles, lors d'une conférence de presse.

Au premier trimestre 2026, le PIB allemand a surpris en affichant une hausse de 0,3%, mais le deuxième trimestre devrait davantage refléter les effets de la guerre en Iran sur la dynamique de reprise économique.

En mai, environ 648.000 postes étaient affichés par l'Agence fédérale, soit 16.000 de plus qu'il y a un an.

■ Selon les données provisoires publiées mardi par le ministère de la Ville et du Logement

Logement neuf : rebond des permis de construire accordés en mai

Le nombre de permis de construire accordés en mai pour des logements a rebondi de 23,7%, après un creux en avril, pour s'établir à 34.832 autorisations, selon les données provisoires publiées mardi par le ministère de la Ville et du Logement.

«Cette évolution fait suite à une forte baisse en avril (-31,3%), après une hausse d'ampleur comparable en mars (+33,8%)», rappelle le Service des données et études statistiques (SDÉS) du gouvernement, qui corrige ses données mensuelles des variations saisonnières et des jours ouvrables.

Le niveau de mai ne rejoint cependant pas celui de mars, où 41.000 permis avaient été délivrés, un plus haut depuis août 2022. «Sur les cinq premiers mois de l'année 2026, le niveau mensuel moyen des autorisations est supérieur de 8,1% à celui observé en 2025», note le SDÉS.

En mai, ce sont surtout les autorisations de construire des logements collectifs qui ont augmenté: +37,9% à 22.162 unités, après -3,6% en avril. Les permis pour des maisons ont progressé de 4,8% à 12.670 logements.

«De juin 2025 à mai 2026, 384.935 logements ont été autorisés à la construction, soit 5,7% de moins que la moyenne des cinq années précédentes», selon le SDÉS.

Du côté des ouvertures de chantier, qui traduisent le nombre de logements réellement en construction, 27.115 habitations ont commencé à être bâties en mai, en légère hausse de 1,1% par rapport à avril.

Au cours des douze derniers mois, 295.250 logements ont été mis en chantier. C'est 13% en dessous de la moyenne des cinq années précédentes.

Le ministère souligne que ces données sont provisoires, le taux de collecte

des informations étant partiel (moins de 40% pour les mises en chantier).

La construction neuve est confrontée à une grave crise depuis trois ans du fait de l'augmentation des coûts de construction et de la hausse des taux d'intérêt qui a bloqué les projets d'achat immobilier de nombreux ménages. La fin de mesures de soutien à

Principaux indicateurs boursiers américains			
Dow Jones			
Nasdaq	173.69	+ 0.04%	
S&P			
Principaux indicateurs boursiers internationaux			
Australia			
Frankfurt	44.13	+ 0.01%	
Italy			
London			
Madrid	30.025	- 0.00%	
Paris	53.95	- 0.01%	
Tokyo			
Toronto			
Principaux indicateurs boursiers latino-américains			
Bogota			
Buenos Aires			
Lima			
Mexico			
Panama			
Santiago			
Sao Paulo			
Venezuela			
Indicateurs monétaires des entreprises américaines			
3D Systems Corp	2.965	+ 0.00%	
3M Co	161.92	- 0.03%	
Alcoa	53.38	- 0.02%	
Amex	338.1	- 0.05%	
AT&T	20.865	- 0.00%	
B. of America	57.3	- 0.00%	
Boeing	216	+ 0.05%	
Caterpillar	1064.8	+ 0.81%	
Chevron	167.89	- 0.02%	
Cisco Systems	117.73	+ 0.04%	
Coca Cola	81.99	- 0.00%	
Exxon Mobil	136.28	+ 0.02%	
General Electric	370.23	- 0.09%	
H.P.	22.04	- 0.00%	
Home Depot	352.76	+ 0.07%	
IBM	278.68	+ 0.11%	
Intel	140.22	+ 0.22%	
Johnson & Johnson	255.89	- 0.08%	
JPMorgan	329.1	- 0.03%	
Kraft Heinz Co	24.035	- 0.01%	
McDonalds	270.24	+ 0.05%	
Merck & Co	128.69	- 0.03%	
Microsoft	370.84	+ 0.07%	
Pfizer	24.125	- 0.00%	
Procter & Gamble	146.235	- 0.00%	
Travelers Cos	333.74	+ 0.08%	
United Tech.	86.01	- 0.07%	
Verizon	42.825	- 0.02%	
Wal-Mart	113.78	- 0.00%	
Walt Disney	96.88	- 0.01%	

Taux de Change

	EURO	USA	CAN	UK	AUS	SWISS	H.KONG	JAP
EURO	-	1.14	1.61	.86	1.67	.93	8.80	185.00
USA	.88	-	1.43	.76	1.45	.81	7.69	161.29
CAN	.62	.70	-	.53	1.02	.55	5.40	114.00
UK	1.16	1.32	1.89	-	1.92	1.08	10.20	215.00
AUS	.60	.69	.98	.52	-	.55	5.30	111.00
SWISS	1.08	1.24	1.82	.93	1.82	-	9.50	201.00
H.KONG	.11	.13	.19	.10	.19	.11	-	21.10
JAP	.01	.01	.01	.00	.01	.00	.05	-

■ France

La consommation des ménages rebondit de 0,5%

Les dépenses de consommation des ménages en France ont augmenté en mai, tant sur un mois (+0,5%) que sur un an (+0,3%), mais elle sont tirées principalement par la hausse des dépenses en énergie, a indiqué l'Insee mardi.

«Cette augmentation est portée par le net rebond de la consommation de gaz et d'électricité après un mois d'avril particulièrement chaud», affirme l'institut national de la statistique et des études économiques, tandis que les dépenses alimentaires et la consommation de biens fabriqués ont quant à elles stagné.

Dans le détail, les dépenses en énergie des ménages ont augmenté de 2,3% en mai, contre une baisse de 3,2% en avril. La consommation des biens fabriqués a ralenti (+0,1% après +0,4% en avril), malgré les achats de matériels de transports qui repartent nettement à la hausse (+1,8% après -0,3%), «notamment ceux des voitures neuves», note l'Insee.

Les dépenses en biens fabriqués sont pénalisées par le textile, en léger repli (-0,1%), et les biens d'équipement du logement (-0,7%).

■ Qui fait planer sur les médias une lourde menace de baisse de trafic

Google va lancer ses résumés par IA en France, nuage noir en vue pour les médias

Faire une recherche sur Google et avoir en réponse un résumé grâce à l'intelligence artificielle: le géant américain s'appête à lancer en France cette fonctionnalité, qui fait planer sur les médias une lourde menace de baisse de trafic.

C'est une petite révolution qui se prépare pour les internautes, qui pourraient rapidement se contenter de ces synthèses gratuites, sans cliquer comme jusqu'alors sur les liens proposés par le premier moteur de recherche au monde.

Mais du côté des médias, «on s'attend au pire», glisse un dirigeant.

Ces résumés, figurant en général en tête des résultats des recherches, sont déjà offerts par Google dans plus de 120 pays et en 11 langues, depuis deux ans. D'autres moteurs comme Bing le proposent déjà dans l'Hexagone.

«Nous mettons tout en œuvre pour déployer les Aperçus IA et le Mode IA en France», a indiqué Google mardi dans une déclaration transmise à l'AFP, sans «date précise de lancement».

Mais selon le quotidien Ouest-France, qui a révélé cette nouveauté, Google a informé par courrier les éditeurs de presse d'un lancement «cet été».

Les «aperçus IA» sont ces résumés de quelques lignes rédigés par le modèle d'IA de Google à partir des résultats de recherche. Le «Mode IA» est une recherche conversationnelle assez similaire à ChatGPT.

Pour les médias français, ces résumés représentent un risque de voir leur audience en ligne diminuer. D'après une étude publiée par le

■ Selon une étude de la banque suisse UBS

Nombre record de «nouveaux millionnaires» dans le monde

Le patrimoine des ménages a enregistré une nette hausse en 2025, avec un nombre «record» de «nouveaux millionnaires» au niveau mondial, selon une étude de la banque suisse UBS publiée mardi.

L'an passé, près d'un million de personnes dans le monde, ou l'équivalent de 2.600 personnes «par jour» en moyenne, ont vu la valeur de leur patrimoine atteindre la barre du million de dollars, entre leurs actifs financiers et immobiliers, selon les estimations du géant suisse de la gestion de fortune.

Les États-Unis ont représenté près de la moitié de ces nouveaux millionnaires, précise la banque, «avec plus de 440.000 personnes supplémentaires», suivis par la Chine continentale, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France.

UBS réalise chaque année un rapport sur la richesse au niveau mondial, intitulé le «Global wealth report», qui évalue l'évolution du patrimoine des ménages. Il porte sur l'ensemble de leurs actifs financiers et non-financiers (principalement l'immobilier), moins leurs dettes. Pour faciliter les comparaisons d'un pays à l'autre,

la valeur des actifs est convertie en dollars. «Être millionnaire en dollars ne signifie pas avoir un million à la banque ou dans un portefeuille d'investissement», précise l'étude, le logement principal représentant le plus gros actif de la plupart des ménages.

D'après cette étude, qui s'appuie sur un échantillon de 56 pays, la richesse personnelle, tous niveaux de patrimoine confondus, a grimpé de 10,8% en 2025, progressant «à son rythme le plus rapide depuis 2017», indique la banque dans le communiqué accompagnant l'étude.

Cette hausse s'explique par «la vigueur des marchés financiers» et «l'augmentation des actifs non-financiers», ajoute UBS, qui note cependant que «les gains ont été inégaux», «selon les régions et les segments de richesse».

La Suisse arrive en haut de classement, avec un patrimoine moyen par adulte de 910.382 dollars, suivi par les États-Unis (696.277 dollars) et le Luxembourg (654.732 dollars). La France se classe au 15ème rang avec un patrimoine moyen de 341.359 dollars, derrière l'Allemagne (346.613 dollars) mais devant Taïwan (332.533 dollars).

■ Chlordécone

Plus de 500 parties civiles se pourvoient en cassation

Sans surprise, plus de 500 parties civiles se sont pourvues devant la Cour de cassation à Paris pour contester la confirmation du non-lieu dans le scandale sanitaire du chlordécone, a indiqué mardi Christophe Lèguevaques, l'un de leurs avocats.

«La voie est désormais grande ouverte: plus de 500 parties civiles, sans compter les associations et les collectivités, se sont pourvues (lundi) devant la Cour de cassation», écrit ce conseil dans un communiqué.

La cour d'appel de Paris a confirmé le 22 juin le non-lieu prononcé en 2023, fermant la porte à une réouverture de l'enquête pénale sur ce pesticide utilisé dans les bananeraies aux Antilles en dépit des alertes sur sa nocivité.

Dès cette décision connue la semaine dernière, les avocats parties civiles avaient annoncé que le combat judiciaire se prolongerait sans doute devant la Cour de cassation.

Classé depuis 1979 comme agent possiblement cancérigène, ce pesticide a été utilisé aux Antilles dès 1972 et par dérogation jusqu'en 1993 alors qu'il était interdit dans l'Hexagone dès 1990.

Plus de 80% des adultes de Guadeloupe et de Martinique sont contaminés au chlordécone et un sur six dépasse le seuil de risque sanitaire, a révélé le 24 juin une étude de Santé publique France, confirmant une persistance généralisée de ce pesticide plus de 30 ans après son interdiction.

Ce produit a durablement contaminé plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles, les cours d'eau et le milieu marin et peut rester dans les sols jusqu'à 600 ans.

La cour d'appel n'a pas fermé «la porte au nom de l'écoulement du temps: elle retient des points de départ tardifs et favorables aux victimes», interprète Me Lèguevaques dans son communiqué.

Cet avocat pointe le prochain terrain des joutes judiciaires: le non-lieu confirmé par la cour d'appel «repose tout entier sur l'idée qu'il serait «scientifiquement impossible» d'établir un lien de causalité individuel et certain» entre la présence durable du chlordécone et les pathologies des victimes aux Antilles.

Or, pour Me Lèguevaques, qui s'appuie notamment sur des textes de la Cour européenne des droits de l'Homme, «dans les affaires de substances toxiques, exiger des victimes une preuve d'un lien de causalité individuel et certain revient à organiser l'impunité».

«La réalité» en Guadeloupe et Martinique est de «vivre tous les jours avec la crainte de développer un cancer, de transmettre le chlordécone à l'enfant qu'on peut porter», a dépeint la semaine passée à l'AFP Lilith, figure du collectif Diasporas solidaires avec les victimes de l'empoisonnement colonial.

Pew Research Center en juillet 2025, les internautes sont deux fois moins nombreux à cliquer sur un lien de résultat lorsqu'ils disposent d'un résumé par IA.

«Le jour où Google lance +overview+ («aperçus IA»), on perd 30%» de trafic venant de Google, s'était inquiété il y a peu un patron de presse régionale auprès de l'AFP, sous couvert d'anonymat.

L'arrivée de ces nouvelles fonctionnalités pourrait ouvrir une négociation entre le groupe américain et les médias français sur leur rémunération, alors que le secteur est en souffrance. Il est déjà touché par des baisses de revenus (abonnements, publicité...) et des plans de suppressions d'emplois, de Prisma Media (Capital, Femme Actuelle, Voici...) à Centre France et Ebra (Le Progrès, les Dernières nouvelles d'Alsace...).

«Énorme défi»

En France, Google a conclu des accords avec 450 éditeurs et agences de presse sur les droits voisins, qui permettent aux journaux, magazines ou agences de presse de se faire rémunérer lorsque leurs contenus sont utilisés par les géants du numérique, en vertu d'une directive européenne de 2019.

D'après une source proche du dossier, le courrier de Google aux éditeurs précise que les résumés par IA ouvriront également droit à une rémunération au titre des droits voisins.

«Nous souhaitons des discussions et un accord collectif, préalablement au déploiement» des nouvelles fonctionnalités, qui représentent «un énorme défi», a déclaré à l'AFP Marc

Feuillée, président de l'Apig, organisme qui regroupe près de 300 quotidiens français, et également directeur général du groupe Figaro.

Louis Dreyfus, président du directoire du groupe Le Monde, trouverait aussi «regrettable que Google ne profite pas des semaines qui restent avant ce déploiement pour essayer de nouer des accords avec les éditeurs de manière à respecter pleinement la loi, comme l'ont fait d'autres acteurs majeurs de l'IA».

«Google va-t-il payer le juste prix? Mais il n'y a pas que la rémunération: il y a le ciblage des publics, l'exploitation des données, la responsabilité des contenus... Il y a énormément de sujets sur la table», souligne aussi à l'AFP Encarna Marquez, directrice de l'IA chez France Télévisions. Elle s'inquiète pour «le lien» avec les usagers.

Selon la même source proche du dossier, les éditeurs de presse disposeront de la possibilité de refuser de faire figurer leurs contenus dans les «aperçus IA» et le «mode IA», et les résultats de recherche classiques ne seront pas impactés.

L'essor de l'IA générative a déjà provoqué de profonds changements économiques pour les médias. Plusieurs acteurs ont noué des partenariats avec des entreprises d'IA, mais certains dénoncent le pillage de leurs contenus.

Ces groupes «volent effrontément la propriété intellectuelle» des médias d'information, avait accusé début juin le patron du journal américain New York Times, Arthur Gregg Sulzberger.

■ Pour Didier Deschamps cette rencontre charriera forcément des souvenirs

Mondial-2026: démonstration des Bleus, en route pour les 8e

L'équipe de France, encore portée par son magnifique duo Mbappé-Olise, ne s'est pas laissée piéger par la Suède et a livré une nouvelle démonstration offensive pour obtenir facilement son billet pour les 8e de finale de la Coupe du monde (3-0), mardi à East Rutherford (New Jersey).

L'aventure continue donc pour les Bleus, qui ont désormais rendez-vous au prochain tour avec le Paraguay, tombeur surprise de l'Allemagne, le 4 juillet à Philadelphie.

Un choc qui rappellera le duel homérique livré en 1998 aux coéquipiers de José Luis Chilavert, conclu par le but en or salvateur de Laurent Blanc en prolongation.

Pour Didier Deschamps, qui était sur le terrain à Lens ce jour-là, cette rencontre charriera forcément des souvenirs.

Mais en attendant, le sélectionneur peut remercier, comme de coutume, ses attaquants qui ont maintenu leur rythme infernal et lui ont offert la possibilité de poursuivre la quête d'un troisième titre mondial, après 1998 et 2018, avant de quitter la scène. Avec à la baguette deux artistes que la planète foot lui envie: Kylian Mbappé, encore auteur d'un doublé, et Michael Olise, double passeur.

Alors que les Tricolores butaient, sous une très forte chaleur (32°C), sur une vaillante défense suédoise et un Jacob Widell Zetterstrom en feu dans les buts, le capitaine a sorti le grand jeu juste avant la pause en mystifiant l'arrière-garde adverse à la suite d'un corner d'Olise et un relai avec Ousmane Dembélé (45e).

Le leader français et tous ses coéquipiers se sont alors précipités vers



L'attaquant français Kylian Mbappé célèbre un but

(Photo AFP)

Didier Deschamps pour réserver une grosse accolade à leur patron, endeuillé par la mort de sa mère et de retour sur le banc après avoir assisté à ses obsèques en France.

Un geste qui en dit long sur la solidarité et l'esprit de cohésion qui anime ce groupe, en mission pour aller chercher une troisième étoile.

Olise, génial créateur

Michael Olise, génial créateur, n'a pas été en reste en délivrant deux passes décisives venues d'ailleurs, la première à destination de Bradley Barcola, qui en a profité pour inscrire son deuxième but du tournoi et tuer tout suspense (53e), la seconde pour le prodige de Bondy (74e). Du grand art.

Ce qui porte à 6 le nombre de buts de Mbappé dans le tournoi et son total en sélection à 62 en 102 apparitions. Avec 18 réalisations en phase finale en trois éditions, il reste aussi sur les talons de Lionel Messi, le détenteur du record (19).

Des chiffres vertigineux pour l'attaquant du Real Madrid dans une épreuve dont il est le héros depuis ses

premiers pas en Russie en 2018. Olise, véritable dépositaire du jeu français et qui a éclaboussé de toute sa classe la partie, a aussi été à deux doigts de marquer le plus beau but de la compétition sur un ciseau qui a fini sur le poteau gauche suédois (35e).

Il a eu également trois autres grosses opportunités d'ouvrir son compteur dans ce Mondial en seconde période (60e, 64e, 72e).

Ce succès, qui n'a souffert d'aucune contestation face à des Suédois trop limités, confirme s'il en était encore besoin la force de frappe impressionnante des Tricolores, déjà aperçue au premier tour (10 buts marqués en trois rencontres), et leur statut de sérieux prétendants à la couronne suprême.

Pour compléter le tableau, Deschamps aura noté la solidité retrouvée de sa défense, qui n'a pas encaissé de but avec le retour en charnière centrale de William Saliba, perturbé depuis plusieurs mois par des douleurs récurrentes au dos. Bref, ces Bleus-là sont pour l'instant intouchables.

Champions Cup

Rugby: pas de bonus offensif à quatre essais marqués

Les compétitions européennes de clubs, la Champions Cup et la Challenge Cup, vont accorder un point de bonus offensif si une équipe marque trois essais de plus que son adversaire, et non quatre essais au total, a annoncé l'EPCR mardi.

L'organisateur des compétitions européennes s'aligne sur ce qui se fait dans le championnat français pour sa phase de groupes à compter de la prochaine saison. Le championnat anglais va aussi effectuer ce changement.

Ce nouveau règlement empêchera des équipes de gagner un point de bonus même après une lourde défaite. La saison passée, les Harlequins avaient obtenu un point de leur déplacement au Leinster malgré une défaite 45-28, et Northampton à Bordeaux malgré la déroute 50-28.

En revanche, le bonus défensif s'obtiendra toujours par une défaite par sept points d'écart ou moins, et non cinq comme en Top 14.

La phase de groupes va connaître un autre changement: désormais, seules les trois meilleures équipes de chaque poule (quatre en Champions Cup, trois en Challenge Cup), seront qualifiées pour les huitièmes de finale.

Pour les quatre places restantes, la concurrence s'effectuera avec l'ensemble des équipes de la compétition et non seulement les équipes de son groupe: une équipe cinquième mais avec plus de points qu'un club classé quatrième lui prendrait sa place pour le tableau final.

L'EPCR espère ainsi éviter de voir des équipes avec une seule victoire en quatre matches se qualifier pour le tableau final, comme Leicester cette saison, qualifié avec seulement six points.

■ Absent du circuit depuis mai en raison d'une blessure dont il n'a pas souhaité préciser la nature exacte

Wimbledon: Fils réussit son retour, Boisson et Humbert éliminés

Le N.1 français Arthur Fils (24e mondial) a réussi son retour sur le circuit en se qualifiant mardi en trois sets pour le deuxième tour de Wimbledon, que ne verront pas Ugo Humbert (30e) ni Loïs Boisson (154e).

Absent du circuit depuis mai en raison d'une blessure dont il n'a pas souhaité préciser la nature exacte, Arthur Fils a répondu présent pour son premier match en Grand Chelem depuis le deuxième tour de Roland-Garros en 2025.

L'Essonnien de 22 ans l'a emporté 7-5, 6-1, contre le Belge Raphaël Collignon (43e) et jouera au prochain tour contre le vétéran suisse Stan Wawrinka ou le finaliste de l'édition 2021, l'Italien Matteo Berrettini.

Également opposé à un Belge, Ugo Humbert (30e) s'est lui incliné 6-2, 7-5, 4-6, 3-6, 6-3 contre Zizou Bergs (37e), deux jours après avoir déjà perdu du tour le même adversaire en finale du tournoi ATP 250 d'Eastbourne.

Auteur d'une bonne préparation sur gazon (demi-finale à l'ATP 500 du Queen's, finale à Eastbourne),

Humbert échoue pour la deuxième année d'affilée au premier tour de Wimbledon, un an après avoir cédé en cinq manches contre son compatriote Gaël Monfils.

Quentin Halys (95e) a signé la performance française de la journée en s'offrant le récent demi-finaliste de Roland-Garros Matteo Arnaldi (35e), vaincu 3-6, 6-1, 7-6 (7/5), 6-3.

Il défiera au prochain tour son compatriote Corentin Moutet (39e) ou l'Américain Marcos Giron (92e).

En début de journée, Adrian Panarin (40e mondial) avait fait parler sa science du gazon pour battre 6-2, 6-4, 6-1 Titouan Droguet (116e) dans le seul duel 100% français du premier tour.

Battu par Alex De Minaur (6e) début juin en demi-finale du tournoi de Bois-le-Duc, «Manna» va recroiser la route de l'Australien dès le deuxième tour de Wimbledon.

Opposé au Canadien Gabriel Diallo (88e), le Français Benjamin Bonzi (93e) a succédé au gaucher francilien sur le court N.7 mais a abandonné en

milieu de cinquième set, après avoir mené deux manches à rien. L'issue a été plus heureuse pour Kyrian Jacquet, issu des qualifications et vainqueur mardi contre le Lituanien Vilius Gaubas (129e) de son premier match dans le tableau final d'un tournoi majeur, à 25 ans.

Huitième-de-finaliste au All England Tennis Club en 2024, Giovanni Mpetshi Pericard (83e) a disparu dès son entrée en lice à Londres pour la deuxième année d'affilée.

Après l'Américain Taylor Fritz (7e) en 2025, c'est cette fois l'Allemand Yannick Hanfmann (56e) qui a enfilé les habits du bourreau pour l'emporter 6-7 (6/8), 7-6 (11/9), 6-2, 6-3.

Un an après avoir décroché à Wimbledon sa première victoire dans le tableau final d'un Grand Chelem, le 75e mondial Valentin Royer est venu à bout en quatre sets du Britannique Harry Wendelken (202e): 4-6, 6-3, 6-3, 6-3. Pour le premier match de sa carrière dans le tableau final de Wimbledon, Loïs Boisson (154e) a bousculé la N.2 mondiale Elena Rybakina,

sacrée à Londres en 2022, avant de s'incliner 6-4, 1-6, 6-3 sur le court N.1, le deuxième dans la hiérarchie de Wimbledon.

La demi-finaliste surprise de l'édition 2025 de Roland-Garros a mené 2-2, 15-40 sur le service de la Kazakhstanaise dans la dernière manche, mais c'est finalement elle qui a perdu sa mise en jeu à 4-3 pour Rybakina.

De retour d'une blessure au mollet gauche, la Dijonnaise de 23 ans ne rejoindra donc pas au deuxième tour la N.1 française Diane Parry (49e), qualifiée dès lundi contrairement à Elsa Jacquemot (80e), battue en deux sets par l'ex-N.1 mondiale Naomi Osaka (14e).

Quatrième et dernière Française du tableau féminin, Léolia Jeanjean (132e) découvrirait mardi à 30 ans le tableau final de Wimbledon, après s'être extraite des trois tours de qualifications.

Elle a vaincu au bout du suspense la Sloène Veronika Erjavec (89e), éliminée 6-4, 4-6, 7-6 (10/6) sur la sixième balle de match de la Française.

«Il est vrai que la nature a horreur du vide. Le parlementaire aussi, mais il en prend l'habitude».

Jacques Piette

Sudokumanía

L'objectif est de remplir une grille 9x9 de cellules (81 au total) qui est divisé en sous-grilles 3x3 (également appelé boîtes ou régions) avec des nombres de 1 à 9 de ceux déjà prévus dans certaines cellules.

La règle essentielle est de ne pas répéter un nombre quelconque dans une rangée, une colonne ou même inférieure à la maille. Ce n'est pas vraiment difficile, mais il a précisé que sa solution exige de la patience. Par ailleurs, aucune compétence particulière numériques nécessaires, mais le bon sens.

Faites travailler vos méninges et amusez-vous !

Débutants

Avancées

DEDICATED PRESS ventes
+52 81 1344 9200
sales@dedicatedpress.com



DEDICATED PRESS rédaction
+52 55 5572 6129
editorial@dedicatedpress.com

Source d'information:
Agence France-Presse (AFP)
Imprimé et distribué localement
à chaque hôtel.
Tous droits réservés.
La reproduction en tout ou en partie par
une forme imprimée ou électronique sans
permission de l'éditeur.

EL SALAR

day and night bar

BAR FIGHT

Javier Uribe, de Maido, nos visita para enfrentarse en una batalla de cócteles junto a Álvaro Rivadeneira, cada uno con su estilo único.

Javier Uribe, from Maido, visit us to compete in a cocktail battle alongside Álvaro Rivadeneira, each showcasing their unique style.

VIERNES 14 DE NOVIEMBRE / FRIDAY, NOVEMBER 14
8:00 P.M. - 11:00 P.M.



Informes / Information: 201 5000 ext. 6555

ESP: Válido el 14 de noviembre, 2025. Capacidad limitada. Sujeto a disponibilidad. Foto referencial.
ENG: Valid on November 14, 2025. Limited capacity. Subject to availability. Reference photo.

TOMAR BEBIDAS ALCOHÓLICAS EN EXCESO ES DAÑINO